

La lettre N°7 d'INFOS

Montreuil, le 19 juillet 2012



aux sections CGT Finances Publiques

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex

• cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr •
www.financespubliques.cgt.fr •
Tél. : 01.48.18.80.16



À la Une

- Nouvelle agression contre des agents à la trésorerie de Sarcelles
- "Pichenette" au SMIC au 1er juillet 2012 : des grilles indiciaires toujours à la remorque
- FUSION des Services de Publicité Foncière et des Pôles Enregistrement : de quoi parle t'on ?
- Coup de feu à la Trésorerie municipale de Creil (Oise) : Soutien de la CGT Finances Publiques aux agents

Dates GT

Reprise en septembre???

Comptes-Rendu

- Compte-rendu du groupe de travail du 25 juin 2012. Bilan des Listes d'Aptitude 2012.
- GT du 4 juin 2012 compte rendu Les pôles de recouvrement spécialisés : les dérives des directions locales se confirment.
- Compte-rendu Groupe de Travail Contractuels du 15 juin 2012.

éditorial

RENCONTRE UNITAIRE DGFIP AVEC LE MINISTRE, CE SERA LE 30 JUILLET

Suite aux demandes réitérées et unitaires des organisations syndicales de la DGFIP, le ministre du budget, Jérôme CAHUZAC, a fixé une audience commune le lundi 30 juillet.

Pour la CGT Finances Publiques, cette réunion doit être l'occasion de clarifier les positions gouvernementales quant à l'avenir de notre administration.

De ce point de vue, il nous apparaît anormal que des annonces en direction de la presse aient pu être faites laissant clairement entendre que près de 3000 nouveaux postes seraient détruits (-2,5% des emplois) et que le budget de fonctionnement accuserait une baisse de 7 % alors même que cela n'a jamais été évoqué avec les syndicats.

Lors de la rencontre ministérielle organisée à l'échelon fédéral, P MOSCOVICI nous avait fait part de sa volonté de faire du Contrôle Fiscal l'une des priorités de la DGFIP. Si nous jugeons positif cet intérêt témoigné, nous condamnons par avance tout jeu des chaises musicales visant à répartir les pénuries d'emplois entre services et structures.

Par l'établissement d'un bilan contradictoire de la fusion et l'instauration d'un véritable débat sur les missions, nous voulons que les questions de moyens et d'effectifs soient examinés sous l'angle des besoins réels de la nation et non au travers « de faux prismes budgétaires » dictés par les plans d'austérité et les derniers traités européens ratifiés (MES) qui sont à abroger.

Ainsi ayant pris bonne de la rupture avec la RGPP affichée par le gouvernement, nous estimons qu'au-delà des simples déclarations d'intention, cela nécessite des actes qui soient en cohérence. C'est ce que nous tâcherons de rappeler au Ministre en revenant sur l'ensemble des exigences immédiates à satisfaire et dont le contenu figure dans « l'adresse de mai de la CEN » et dans la plateforme unitaire.



Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer, d'autres pratiques en matière de dialogue social sont à développer. A cet effet, nous refusons d'endosser un rôle d'accompagnement. Nous continuons à revendiquer l'arrêt de toutes les réformes et restructurations en cours. Cela doit être le point de départ, d'un nouveau type de relation avec les organisations syndicales favorisant la négociation et leur participation à l'élaboration des orientations stratégiques de la DGFIP dans le respect des prérogatives de chacun.

Au-delà des points abordés en amont, nos interventions seront axés sur deux points supplémentaires :

- 1° La reconduction du plan de qualification ministériel pour lequel nous disposons à ce jour d'aucune information malgré les conséquences sur les recrutements bloqués et les possibilités de déroulement de carrière.
- 2° Face à la multiplication d'évènements tragiques, la recrudescence d'agressions et l'augmentation du nombre de suicides, nous voulons des mesures rapides et concrètes assurant la sécurité physique des personnels et des usagers. Celles-ci doivent également garantir de bonnes conditions de travail. Cette problématique pose une série d'enjeux autour des moyens à attribuer, des modes de management et plus fondamentalement sur la nature des politiques publiques face à la crise systémique et la casse humaine engendrée.

La CEN de Juin dernier avait décidé de l'envoi, en direction des sections, d'un modèle d'interpellation aux parlementaires pour solliciter des rendez-vous et favoriser leur intervention autour de nos revendications. Par cette démarche, il s'agit de peser sur le contenu des politiques à venir. Pour appuyer notre intervention face au ministre, nous vous demandons de nous faire remonter d'ici la fin de semaine prochaine tous les éléments concernant les initiatives entreprises (lire annexe jointe).

Nous vous informons que dans la foulée de l'audience avec J CAHUZAC, les organisations syndicales se rencontreront pour faire l'analyse et réfléchir aux suites à donner.

D'ores et déjà et comme nous l'avons déjà écrit, nous appelons les sections à préparer le plus rapidement possible les HMI de rentrée dans un délai permettant à la CEN du 11-12-13 Septembre d'examiner la situation et de se prononcer sur les processus de mobilisations à mettre en œuvre pour gagner sur nos revendications. Une note préparatoire vous sera transmise dans le courant de l'été.

BONNES VACANCES !



BONNES VACANCES